

Numéro 64 - 17 octobre 2020

**Le 50e anniversaire de la proclamation
des mesures de guerre de 1970**

Honneur à tous ceux et celles injustement emprisonnés lors de la «crise d'Octobre» de 1970



Rassemblement de 1500 personnes à Vancouver en octobre 1970, parmi les nombreuses actions qui ont eu lieu partout au Canada en appui à la lutte du peuple québécois et contre l'imposition des mesures de guerre

- **Résistance courageuse à l'occupation militaire et à la tentative d'isoler le Québec**
- *Christine Dandenault* -

- *Les ordres (1974)* – le film de Michel Brault

Le vol de fonds publics pour payer les riches

- **Le gouvernement donne des millions à l'entreprise privée américaine Ford Motor Limitée**
- *Centre ouvrier du PCC(M-L)* -
- **Le maintien du profit privé maximum par les fonds publics**
- *K.C. Adams* -

- **L'empire milliardaire de la famille Ford/Firestone**
- **Les programmes pour payer les riches liés aux véhicules électriques**

Alberta

- **La criminalité de la privatisation des soins de santé**
- Barbara Biley -

Élections en Bolivie le 18 octobre

- **Opposons-nous à l'ingérence étrangère dans les élections boliviennes!**
Laissez le peuple bolivien décider!
- **Réunion Zoom sur la situation en Bolivie**

Amitié Canada-Cuba

- **Une collecte de fonds réussie en appui aux efforts de Cuba pour combattre la COVID-19**

Venezuela

- **Lettre aux peuples du monde**
- Nicolas Maduro Moros, président de la République bolivarienne du Venezuela -

Inde

- **Des millions de personnes protestent contre la dépossession des petits agriculteurs**
- J. Singh -

Le 50e anniversaire de la proclamation des mesures de guerre de 1970

Honneur à tous ceux et celles injustement emprisonnés lors de la «crise d'Octobre» de 1970

À l'occasion du 50e anniversaire de la proclamation de la *Loi sur les mesures de guerre* par Pierre Elliott Trudeau et son gouvernement libéral, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) salue tous ceux et celles qui ont été injustement emprisonnés et persécutés à cette occasion et tous ceux et celles qui ont combattu avec acharnement pour la défense des droits et libertés démocratiques et qui, encore aujourd'hui, continuent de défendre le droit du Québec à l'autodétermination, y compris le droit à la sécession si le peuple québécois en décide ainsi. Tant que la fédération canadienne ne sera pas une union libre et égale de toutes ses composantes, y compris les peuples autochtones, où les peuples sont souverains, l'État anglo-canadien oppresseur au service de l'impérialisme américain continuera à lancer des actes de violence d'État fondés sur le racisme, l'idéologie anti-ouvrière et l'idéologie anticommuniste, et de présenter un danger pour les habitants de ce pays, quelles que soient leur origine nationale, leurs croyances, leur langue, leur genre, leur âge ou leurs capacités. Et c'est en effet ce qu'il continue de faire aujourd'hui.



Des jeunes remplissent l'aréna Paul Sauvé à Montréal pour soutenir la lutte de libération nationale du Québec la veille de la proclamation de la *Loi sur les mesures de guerre* en octobre 1970. Plusieurs des jeunes présents seront parmi les personnes arrêtées lors des perquisitions qui ont suivi la proclamation de la *Loi sur les mesures de guerre*.

Les victimes de la persécution sous la *Loi sur les mesures de guerre* et les mesures spéciales prises avant et après comprennent plusieurs membres du PCC(M-L) qui ont passé des mois en prison comme de nombreuses autres personnes arrêtées à cette époque. Un mandat d'Interpol a même été lancé pour l'arrestation du dirigeant du Parti, Hardial Bains, qui a été la cible de plusieurs tentatives d'assassinats, de coups montés et autres actes de persécution politique dans le cadre de l'opération Chaos de la CIA, notamment le priver de la citoyenneté pendant 30 ans.

Dans tout le pays, le PCC(M-L) a participé vigoureusement à l'organisation du peuple contre le recours à la *Loi sur les mesures de guerre* et aux mesures arbitraires et à la violence de l'État. Au Québec, les membres du Parti ont mobilisé sans relâche pour la libération des prisonniers politiques.

Le 16 octobre 2010, un monument commémoratif en l'honneur des personnes injustement emprisonnées lors de la crise d'Octobre de 1970 a été érigé à Montréal devant les bureaux de la Société Saint-Jean-Baptiste. L'idée du monument est simple, a déclaré René Bataille, le président de la Fondation Octobre 70 qui a recueilli les fonds pour le monument et présidé son inauguration.

« Les personnes dont le nom est découpé dans l'acier ont été emprisonnées par la *Loi sur les mesures de guerre* de Trudeau. C'est pourquoi la colonne du monument est entourée de barreaux de prison. L'oeuvre *Liberté* de Marcel Barbeau [peintre et sculpteur] s'intègre bien au concept du monument. La liberté est emprisonnée lors de la crise d'Octobre. L'oiseau de la sculpture représente le Québec. Il est emprisonné. Toutefois, il ne manque pas grand-chose pour qu'il puisse prendre son envol et être libre. »

Mentionnons que jamais la liste des personnes emprisonnées en vertu de la *Loi des mesures de guerre* n'a été rendue publique. Les journalistes et les historiens qui se sont penchés sur ces événements estiment à entre 500 et 1000 le nombre des arrestations et à entre 10 000 et 15 000 le nombre des perquisitions.

Lors de l'inauguration du monument, Bernard Landry, ancien premier ministre du Québec, a déclaré :

« Nous avons un devoir de mémoire et de gratitude envers ceux et celles qui ont été victimes d'une injustice qui a été la honte du Canada. Est-ce qu'une démocratie envoie 500 personnes en prison brutalement sans accusation, sans qu'elles aient violé la loi ? Ça ne s'oublie pas et ça ne doit pas s'oublier. Des abus de pouvoir sont toujours possibles. »

« La meilleure façon d'honorer ceux et celles qui ont été injustement emprisonnés, vous le savez sûrement, c'est de mener à terme le projet de pays », a conclu Bernard Landry.

Trois commissions d'enquête publique (Duchaîne, Keable, Macdonald) ont constaté l'absence de toute justification de l'adoption de ces mesures extrêmes et sans précédent de suspension des droits civils en temps de paix. Il faut rappeler que les procès-verbaux des réunions du cabinet Trudeau des 14 et 15 octobre 1970 ont plus tard révélé que le conseil fédéral des ministres savait parfaitement que la police arrêterait des centaines de personnes innocentes sans pour autant s'attendre à retrouver les deux otages du FLQ[1]. Ces commissions ont révélé les nombreuses activités illégales et même criminelles de la Gendarmerie royale du Canada en sol québécois[2].

Cette année, le 1er octobre, en l'honneur du 50e anniversaire de la proclamation de la *Loi sur les mesures de guerre* en 1970, le Parti Québécois a présenté à l'Assemblée nationale du Québec une motion exigeant des excuses officielles du gouvernement fédéral pour l'emprisonnement de centaines de Québécois pendant la crise d'Octobre. Le Parti libéral du Québec a refusé d'appuyer cette motion.

La motion présentée le même jour aux journalistes par le chef intérimaire du Parti québécois, Pascal Bérubé, propose :

« Que l'Assemblée nationale souligne qu'il y a 50 ans, en octobre 1970, pas moins de 497 Québécoises et Québécois ont été injustement arrêtés et emprisonnés et 36 000 personnes ont fait l'objet d'une perquisition abusive en raison de leur allégeance politique indépendantiste. »

« Qu'elle [l'Assemblée nationale] demande des excuses officielles de la part du premier ministre du Canada ainsi que l'ouverture complète des archives de toutes les institutions fédérales impliquées dans ces tristes événements, et ce, afin de faire une fois pour toutes la lumière sur cette période trouble de notre histoire. »

En point de presse, Pascal Bérubé a expliqué qu'en ce 50e anniversaire de la crise d'Octobre, le dépôt de cette motion est un « devoir de mémoire et une nécessité pour toutes ces personnes qui ont vu leurs droits bafoués dans le cadre de la *Loi sur les mesures de guerre* ».



Liberté de Marcel Barbeau
(cliquez pour agrandir)

Le PCC(M-L) est d'accord. Ouvrez les archives et réparez les torts commis à cette époque !

Honneur à tous ceux et celles qui ont été injustement emprisonnés pendant la « crise d'Octobre » de 1970 et à leurs conjoints, parents, enfants, amis et collègues qui ont été pris dans ce maelström.

Salut rouge à tous ceux et celles qui continuent de se battre pour les droits de tous et de toutes dans toutes les conditions et circonstances.

Notes

1. *La Presse*, 31 janvier 1992

2. Supplément du *LML* sur le 50e anniversaire de la proclamation de la *Loi sur les mesures de guerre* de 1970, 10 octobre 2020

(Photos : Wikipedia, CC, V. Keremidshieff)

H

Résistance courageuse à l'occupation militaire et à la tentative d'isoler le Québec

- Christine Dandenault -



Manifestation contre la *Loi sur les mesures de guerre* à l'Université de Calgary le 27 octobre 1970

Lorsque le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau a promulgué la *Loi sur les mesures de guerre* le 16 octobre 1970, après avoir déployé l'armée dans les rues d'Ottawa et de Montréal et commencé les arrestations, l'opposition et la résistance ont été immédiates partout au pays. Les étudiants et les jeunes, les intellectuels et les travailleurs sont descendus dans la rue par milliers pour protester contre l'imposition de mesures de guerre. Le compte rendu suivant est tiré des journaux publiés par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et ses organisations affiliées au moment où ces événements avaient lieu.

La veille de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les mesures de guerre*, 3 000 jeunes et étudiants se

sont rassemblés à l'aréna Paul Sauvé de Montréal pour saluer l'esprit de lutte sans compromis contre le fascisme du gouvernement et soutenir le nouvel essor de la libération nationale du Québec. Le lendemain, 16 octobre 1970, plus de 300 étudiants manifestent pour appuyer la lutte du peuple pour la libération nationale et pour dénoncer sur la place publique l'occupation militaire. Une déclaration du Parti communiste du Québec (marxiste-léniniste) est distribuée largement, plus de 35 000 copies, appelant à s'y opposer. « La classe ouvrière passe à la scène politique et commence à mener des actions indépendantes, lit-on dans la déclaration. Toutes ces choses ont montré la faiblesse des compradores canadiens et ont déjoué tous leurs plans. Afin de réprimer la lutte montante du peuple, ils ont maintenant lancé le fascisme contre le peuple québécois. Ces mesures n'ont pas fonctionné[1]. »



Rassemblement à l'Université de Montréal, octobre 1970

« À Montréal, des étudiants de l'Université McGill, de l'Université du Québec, de l'École des Beaux-Arts, de l'Université de Montréal et de divers cégeps se sont levés en signe de protestation militante. De nombreux étudiants ont voté pour le boycott des cours et à l'Université du Québec, les étudiants ont organisé un sit-in pendant plusieurs jours, défiant les intimidations fascistes des autorités », lit-on dans le *Quotidien du Canada populaire (QCP)* du 27 octobre 1970[2].

« Le 19 octobre, à Vancouver et à Regina, des manifestations de masse ont été organisées pour soutenir les patriotes québécois et pour dénoncer la *Loi sur les mesures de guerre* [...]. Mille étudiants ont participé au rassemblement à Regina. Après le rassemblement, 300 militants en colère ont marché en direction des édifices du gouvernement où ils ont tenu une puissante manifestation. À Vancouver, 1500 manifestants ont entendu au Palais de justice des orateurs déclarer leur appui à la lutte du peuple québécois et appelant à une opposition totale aux mesures imposées par le régime du laquais Trudeau ». Les étudiants de l'Université de Calgary ont fait de même. « Après le rassemblement, 300 étudiants en colère ont marché en direction du centre-ville de Calgary dans un acte de défi pour exprimer leur opposition militante aux mesures fascistes du gouvernement[3]. » À Ottawa, le 16 octobre, une réunion de plus de 300 étudiants francophones de l'Université d'Ottawa a voté à majorité des deux tiers pour la grève contre la *Loi sur les mesures de guerre*.

Dans un rapport paru dans *Le QCP* on lit :

« Les étudiants de tout le pays ont défendu leur droit de publier le Manifeste du FLQ dans leurs journaux. En Alberta, les autorités [...] de l'université de Lethbridge ont interdit la distribution du journal *The Meliorist* et ont menacé les éditeurs d'expulsion. À Halifax, les imprimeurs commerciaux ont refusé d'imprimer le *St. Mary's Journal* parce qu'il contenait un éditorial

dénonçant la tentative du gouvernement d'institutionnaliser la suppression de l'information au Canada'. À Guelph, la GRC a saisi un exemplaire de la maquette d'un numéro spécial du journal *The Ontario* sur la lutte du peuple québécois et la *Loi sur les mesures de guerre*. D'autres journaux étudiants, tels que le *Varsity* de l'Université de Toronto, ont publié le Manifeste et divers articles citant des statistiques exposant la condition d'oppression du peuple québécois et décrivant sa longue histoire de lutte pour la libération nationale[4]. »



« Le vendredi 25 décembre, plus de 1000 membres et sympathisants de divers groupes démocratiques et patriotiques de Montréal ont tenu une manifestation devant le Centre de détention de Parthenais à Montréal pour dénoncer l'emprisonnement des combattants révolutionnaires et des patriotes québécois », rapporte le *QCP*. L'action était dirigée par le Comité de défense des droits démocratiques fondé en 1968 durant le soulèvement des travailleurs et des étudiants contre la persécution

dont ils étaient la cible[5].

Un an plus tard, à l'occasion du premier anniversaire de la promulgation de la *Loi sur les mesures de guerre*, le journal *Le Québec populaire* écrivait qu'à Montréal, le 16 octobre 1971, « plus de 7 000 personnes ont manifesté à l'occasion du premier anniversaire de l'imposition de la loi fasciste des 'mesures de guerre' au peuple québécois. La Loi fut dénoncée comme une sale tentative d'écraser les révolutionnaires et les patriotes et d'étouffer la lutte de libération nationale[6]. »

Le même jour, à Toronto, « un rassemblement a eu lieu au Nathan Philips Square, suivi d'une manifestation le long des artères principales de Toronto jusqu'au consulat impérialiste américain[7]. »

Les articles de la presse du Parti témoignent de l'échec des tentatives du gouvernement Trudeau et des forces policières d'isoler le peuple québécois et d'écraser sa résistance. Les manifestations se sont poursuivies partout pour exiger la libération des prisonniers politiques et appuyer l'affirmation des droits des travailleurs, des étudiants, des autochtones et du peuple québécois.

Depuis, l'histoire a continué de montrer, époque après époque, que la lutte des Québécois et de tous les Canadiens pour exercer un contrôle sur les prises de décision qui les concernent ne peut être résolue par les pouvoirs policiers et militaires. À des problèmes politiques, il faut des solutions politiques, ce que l'élite dirigeante refuse d'apporter. Les arrangements en vertu desquels le pouvoir reste dans les mains d'un petit groupe de privilégiés ne peuvent durer parce qu'ils servent des intérêts privés étroits qui en demandent toujours plus. Le peuple ne peut jamais s'y réconcilier. Aujourd'hui, aucun problème ne peut être résolu sans que le corps politique au Québec et au Canada ne soit au coeur des prises de décision. Penser autrement, c'est entretenir des illusions sur le processus politique actuel qui est désuet et en faillite.



Aujourd'hui, en cette période de pandémie, le problème demeure entier. Le 1er octobre, le gouvernement du Québec a émis un décret qui impose de nouvelles mesures de confinement en réponse aux nombreuses éclosions de COVID-19 qui se produisent au Québec, accompagnées de nouveaux pouvoirs de police qui ont été annoncés par le premier ministre François Legault et la ministre de la Sécurité Geneviève Guilbault. Comment la réponse à une pandémie et à tous les problèmes sociaux, médicaux, d'éducation, de santé mentale et de confinement peut-elle être d'accroître les pouvoirs de police ? Cette réponse sert la poursuite des politiques néolibérales des gouvernements au service d'une oligarchie financière et est en opposition aux solutions que donnent et mettent de l'avant les milliers de travailleurs de la santé et de l'éducation et tous ceux qui sont au front pour résoudre la situation en faveur du peuple.

Aujourd'hui comme avant, ces problèmes réels peuvent être résolus uniquement par l'entière mobilisation politique et idéologique du facteur humain/conscience sociale, pas avec la criminalisation des différents collectifs dont les jeunes. Le peuple n'a jamais abandonné la lutte pour s'investir du pouvoir de décider de toutes les questions qui le concernent. Il l'a exprimé avec vigueur lors des mesures de guerre et l'affirme aujourd'hui dans ces conditions difficiles et complexes de la COVID-19 alors qu'il se heurte à une gouvernance qui bloque la résolution des problèmes et qui recourt encore une fois à la criminalisation de la dissidence.

Notes

1. « La lutte non armée du peuple québécois va nécessairement se transformer en lutte armée ! », Déclaration du Parti communiste du Québec (marxiste-léniniste), *Le Quotidien du Canada populaire*, 17 octobre 1970
2. « Canadian Workers and Students Stand Firmly Behind Quebec People », *People's Canada Daily News*, 27 octobre 1970
3. « Le mouvement de résistance développera le pouvoir démocratique populaire », *Le Quotidien du Canada populaire*, 27 octobre 1970
4. « Canadian Workers and Students Stand Firmly Behind Quebec People », *People's Canada Daily News*, 27 octobre 1970
5. « CDDP Leads Mass Demonstrations in Montreal », *People's Canada Daily News*, 20 janvier 1971
6. « Plus de 7000 personnes manifestent pour la lutte de libération nationale et contre le fascisme », *Le Québec populaire*, 18 octobre 1971
7. « Manifestation à Toronto contre l'impérialisme américain et pour appuyer la lutte de libération nationale du peuple québécois », *Le Québec populaire*, 18 octobre 1971

(Photos : LML, CC)

[H](#)

Les ordres (1974) – le film de Michel Brault

Le film *Les ordres* de Michel Brault fut réalisé quatre ans après les événements déclenchés par la proclamation de la *Loi sur les mesures de guerre* en octobre 1970. Le film se concentre sur les répercussions de la *Loi sur les mesures de guerre*, et plus précisément sur les arrestations arbitraires qui en découlent. Au moment de la réalisation du film, la frustration de la population découlant des événements d'octobre 1970 est encore palpable, et ce, en raison de l'atteinte flagrante aux libertés individuelles des citoyens. Le film s'en prend à cette loi et à la réaction du

gouvernement de Pierre Elliott Trudeau qui fait fi des droits et libertés des citoyens au nom de la sécurité publique. Le message véhiculé par Michel Brault est clair. Il explique lui-même qu'il « n'a pas voulu faire un film sur la crise d'Octobre, mais plutôt sur l'humiliation ».

On peut voir le film [ici](#).



Image du film *Les ordres*



Le vol de fonds publics pour payer les riches

Le gouvernement donne des millions à l'entreprise privée américaine Ford Motor Limitée

- Centre ouvrier du PCC(M-L) -



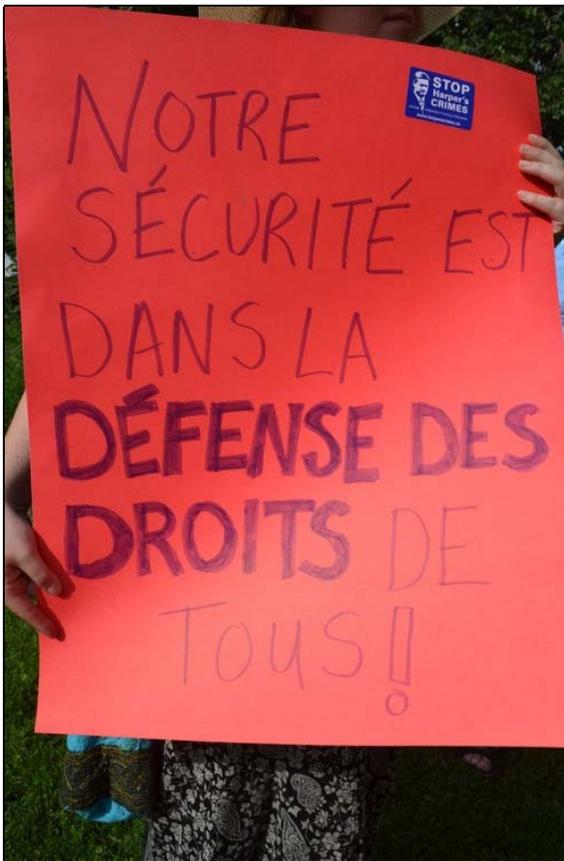
Lors d'une cérémonie simultanée à Ottawa et à Oakville le 8 octobre, le premier ministre du Canada Justin Trudeau et le premier ministre de l'Ontario Doug Ford ont annoncé un immense stratagème pour payer les riches : un don de 590 millions de dollars à l'entreprise américaine

mondiale Ford Motor Limitée. Les deux ont vanté les mérites de cette subvention pour payer les riches qui satisfait aux demandes de l'oligarchie financière mondiale dominée par les États-Unis et sans quoi elle aurait refusé de poursuivre la production en Ontario.

L'élite politique insiste pour que tout virage de la production de véhicules à propulsion à base d'hydrocarbures vers des véhicules à batterie se fasse en fonction de la direction impérialiste actuelle de l'économie et serve ceux qui en ont le contrôle. Elle soutient que le changement doit s'effectuer sous le diktat des oligarques qui sont les propriétaires des entreprises de production et de distribution des véhicules et doit servir leurs intérêts privés. La classe ouvrière est privée de toute voix au chapitre et brimée dans son droit d'intervenir et de discuter d'une direction alternative pour arrêter de payer les riches et bâtir des entreprises publiques de production et de distribution de véhicules sous le contrôle des Canadiens.

On dit à ceux qui travaillent à l'emploi de ces oligarques mondiaux d'accepter leurs conditions d'emploi sans négociations et d'applaudir le pillage du trésor public par leurs employeurs. On leur dit que s'ils obéissent et acceptent leur position de subalterne dans les relations sociales avec leurs employeurs, ils auront des emplois et la sécurité, que ceux-ci dépendent de la richesse accumulée et des entreprises privées des oligarques mondiaux. Aucune autre direction de l'économie n'est envisagée ou discutée.

La classe ouvrière se fait dire que son avenir ne peut être garanti que si le pouvoir, le privilège et la richesse de l'oligarchie mondiale sont consolidés avec l'argent du trésor public et sans opposition de la part de la classe ouvrière.



L'élite dirigeante pratique l'aveuglement volontaire sur ce que révèlent les relations sociales entre les humains et entre les humains et la nature. Celles-ci comprennent, mais non exclusivement, les divisions de la société en classes et les objectifs et intérêts opposés des impérialistes et de la classe ouvrière. Dans le contexte du mode de production actuel, la classe ouvrière est dans un rapport social inéquitable avec ceux qui possèdent et contrôlent l'économie. Les travailleurs produisent la valeur et les propriétaires impérialistes l'exproprient à des fins privées. Leur position de propriétaires leur donne le contrôle de l'économie, de ses entreprises et du produit social, ce qui veut dire en pratique le contrôle des producteurs et de leur sort.

Les relations révèlent aussi qu'un changement dans la méthode de production ou dans le produit social ne change en rien le rapport social inéquitable entre les travailleurs et les propriétaires impérialistes, tout comme elle ne change en rien le mode de production ni la classe sociale qui a le contrôle. Le but des

impérialistes, qui est de réaliser le profit privé maximum à même l'expropriation de la valeur que les travailleurs produisent, reste le même, que les véhicules que les travailleurs produisent soient à essence ou à batterie. La dictature que les oligarques exercent sur la classe ouvrière et la société reste la même. Les oligarques décident de tout et les travailleurs doivent obéir.

Mais les relations sociales révèlent aussi le désir des travailleurs d'exercer un contrôle sur les décisions qui affectent leur vie. C'est pourquoi l'offensive la plus brutale est la désinformation d'État qui prône que l'obéissance engendre des emplois et des avantages sociaux sécurisés à condition de ne pas rouspéter et de surtout ne pas remettre en cause les stratagèmes pour payer les riches et la consolidation du contrôle, du pouvoir, de la richesse et du privilège réservés à l'oligarchie. Sinon, les oligarques mondiaux menacent de détruire les usines, le moyen de subsistance et l'économie locale des travailleurs, comme ils l'ont fait en maintes occasions, par exemple à Oshawa à l'usine de GM et à Oakville et Windsor, où Ford menace de fermer ses usines. Le Canada dans son ensemble a souffert de la destruction du secteur manufacturier lorsque les oligarques mondiaux ont décidé de déménager la production ailleurs dans leurs empires mondiaux.

Les gouvernements fédéral et ontarien et d'autres promoteurs de cette entente parlent au nom des riches et de leur ploutocratie. En fait, l'« investissement » en question garantit les fortunes des oligarques qui sont les propriétaires de Ford et qui le contrôlent. Sans le travail de la classe ouvrière, sans son rôle dans la production, aucune valeur ne serait créée que les propriétaires pourraient exproprier. Pour les impérialistes, la seule raison de produire des véhicules, qu'ils soient à l'essence ou électriques, est de profiter de ce que les travailleurs produisent. Pour ce qui est des oligarques de la compagnie Ford, pendant un siècle ils se sont enrichis avec la production de véhicules à essence fabriqués par les travailleurs et maintenant ils envisagent de s'enrichir avec la production de véhicules électriques fabriqués par les travailleurs. Pour les riches, c'est du pareil au même, aussi longtemps que la classe ouvrière continue de produire la valeur qu'ils peuvent exproprier et aussi longtemps que l'État continue de leur donner des fonds publics pour soutenir leurs profits.

Embellir le rapport social inéquitable en parlant de « sécurité d'emploi », c'est insulter la classe ouvrière et le peuple du Canada. Le défi posé aux travailleurs dans la défense de leurs droits et de leurs réclamations et dans la concrétisation d'une nouvelle direction et d'un nouveau but pour l'économie sous le contrôle des producteurs de fait est de mettre de l'avant le mot d'ordre : *Arrêtez de payer les riches ; augmentez les investissements dans les programmes sociaux !*

Ce qu'ils ont dit

Le communiqué du gouvernement Trudeau annonçant le stratagème pour payer les riches de Ford :

« La reconversion de l'usine de montage d'Oakville en une usine de fabrication de véhicules électriques à batterie (VEB) reflète bien l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard de la croissance durable. Cette transition nous permettra de faire de l'industrie automobile innovatrice du Canada un chef de file mondial dans la fabrication de VEB. [...]

« Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario sont déterminés à travailler avec des partenaires du secteur canadien de l'automobile, dont Ford et Unifor, pour attirer les investissements, notamment dans les technologies à zéro émission, et pour faire en sorte que notre secteur de l'automobile demeure l'un des plus concurrentiels au monde. »

Et à cette fin, nous vous remettons, US Ford Motor Limitée, 590 millions de dollars à même les fonds publics.

Le premier ministre Ford a vanté les mérites de la politique de l'Ontario de s'agenouiller devant la dictature et la pression des impérialistes américains en déclarant : « De concert avec nos partenaires fédéraux, nous sommes fiers d'investir près de 300 millions de dollars en appui à la production de véhicules de la prochaine génération fabriqués en Ontario et d'assurer des milliers d'emplois bien rémunérés à travers la province pour de nombreuses années. »

Dans un communiqué, Chrystia Freeland, la vice-première ministre et ministre des Finances, se porte à la défense du néolibéralisme et de la position du Canada au sein du système impérialiste d'États dirigé par les États-Unis : « Notre gouvernement est déterminé à faire des investissements qui créent de bons emplois pour la classe moyenne et qui donnent au Canada un avantage concurrentiel dans l'économie propre de l'avenir. »

Navdeep Bains, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, a dit essentiellement la même chose : « Cet investissement établira le Canada comme un chef de file mondial dans la fabrication de véhicules électriques à batterie et garantira 5 400 bons emplois verts pour des milliers de travailleurs canadiens de la classe moyenne dans le secteur de l'automobile. [...] Ford du Canada Limitée fait partie intégrante de la transition du Canada vers un avenir fondé sur l'énergie électrique qui nous permettra de profiter d'une croissance durable, d'emplois sûrs et d'un leadership mondial. »

Le ministre du Développement économique de l'Ontario Vic Fedeli a salué l'entente tripartite sous la dictature des oligarques mondiaux en disant : « Grâce à des partenariats stratégiques avec le gouvernement, l'Ontario est aujourd'hui à la fine pointe du progrès. Cette collaboration continue entre l'industrie, le gouvernement et les travailleurs sera essentielle pour relever les immenses défis économiques liés à la COVID-19 et pour bâtir l'avenir. »

Jerry Dias, le président national d'Unifor qui était présent à la conférence de presse à Ottawa, a dit : « Le gouvernement du Canada comprend que l'industrie de l'automobile est essentielle à la relance de notre économie. Le premier ministre mérite nos félicitations pour la vision et le leadership dont il fait preuve en réalisant cet important investissement qui garantira des emplois de qualité pour nos membres pour les décennies à venir. »

(Photos : LML)

Le maintien du profit privé maximum par les fonds publics

- K.C. Adams -

Qui est cette compagnie américaine Ford Motor qui doit recevoir des fonds publics sinon elle va fermer ses usines canadiennes ? A-t-elle changé de nature et est-elle devenue un projet caritatif répandant la paix, la bonté et la lumière ? A-t-elle coupé ses racines impérialistes et militaristes où l'objectif est de servir et profiter de la guerre et de l'économie de guerre et en profitent ? Non, rien n'a changé. L'empire familial milliardaire Ford/Firestone reste aux commandes et est plus riche et plus puissant que jamais. La société mondiale américaine Ford Motor continue d'exploiter et de tirer profit de la classe ouvrière et elle demande de l'argent public de l'État partout où elle opère.

L'économie impérialiste a dégénéré au point où le profit maximum pour l'entreprise privée est soutenu par des fonds publics dans une économie de guerre et le chantage qu'elle exerce contre la classe ouvrière. Aucun investissement important n'est effectué et aucune entreprise privée ne fonctionne sans que ses bénéficiaires soient augmentés par des fonds publics.

Tous les gouvernements font face au chantage de devoir faire la meilleure offre de fonds publics et de bénéficiaires s'ils veulent que certaines entreprises privées investissent ou poursuivent leurs activités. Bien entendu, si l'investissement est fait et si le paiement aux riches est effectué, il y a des emplois, car aucune entreprise ne fonctionne sans travailleurs. Dans le cas du subside récent de 590 millions de dollars des gouvernements du Canada et de l'Ontario à Ford, la façade utilisée pour duper les crédules et déguiser le pillage est la prétention d'un « virage vert » dans l'économie et la nécessité d'être compétitif sur le marché mondial.



Les changements dans les forces productives et le produit social sont constants tout au long de l'histoire et, sous l'impérialisme, toute entreprise doit s'adapter aux changements si elle veut rester compétitive. La compagnie Ford Motor des États-Unis a vu le jour en construisant des véhicules à moteur qui ont remplacé la voiture à cheval dans l'usage civil et militaire. Ce faisant, elle est devenue une entreprise impérialiste mondiale dominante et ses propriétaires oligarques milliardaires ont accaparé un pouvoir, des privilèges et un contrôle sans précédent.

Pendant la crise économique des années 1930, la compagnie américaine Ford Motor a joué un rôle déterminant dans la construction d'une économie de guerre basée sur les stratagèmes pour payer les riches et a soutenu son expression politique qu'était le national-socialisme des nazis et des fascistes créée pour

contrer l'avancée révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, la politique du national-socialisme ne se trouve pas dans les États-nations en ruine du début du XXe siècle, mais dans le néolibéralisme mondial au sein du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis pour rendre les riches plus riches et plus puissants et privilégiés. L'objectif reste de réaliser un profit maximal grâce au pillage des ressources et au vol des travailleurs partout dans le monde. Pour les oligarques, la concurrence à l'échelle mondiale nécessite des préparatifs de guerre massifs, une guerre constante, des sanctions, des blocus et l'ingérence dans les affaires souveraines de pays étrangers.

Les néolibéraux ont pour slogan : « Tout le pouvoir aux oligarques pour construire une économie de guerre et une ploutocratie pour vaincre nos concurrents sur le marché par la guerre et le pillage du trésor public et pour réprimer le mouvement de la classe ouvrière pour ses droits, ses revendications et son émancipation. »

Les travailleurs doivent faire le bilan de la situation et créer leurs propres organisations indépendantes pour défendre leurs droits et leurs revendications dans le moment présent et se préparer à amener l'économie et la société dans une nouvelle direction, arrachées aux griffes de l'oligarchie mondiale, de l'impérialisme américain et de son économie de guerre.

Les travailleurs n'ont pas besoin et ne veulent pas de ploutocrates et d'oligarques qui leur dictent comment gérer leurs affaires économiques, politiques et sociales. Pour renforcer ce cheminement vers une nouvelle direction et l'émancipation, les travailleurs doivent lever résolument la bannière de la défense de leurs droits et revendications dans le présent et exiger des gouvernements qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités sociales envers le peuple et la société ou quittent la scène de l'histoire.

Dénonçons le pillage des trésors publics fédéral et ontarien par les oligarques de Ford et leurs sbires politiques !



L'empire milliardaire de la famille Ford/Firestone

Les membres milliardaires de la famille américaine Ford/Firestone contrôlent 40 % des actions avec droit de vote de la Ford Motor Company (FMC). Cela leur permet de choisir les membres du conseil d'administration et les principaux dirigeants. Les actions avec droit de vote et sans droit de vote sont pour la plupart détenues institutionnellement par des cartels d'investissement impérialistes tels que le Vanguard Group (5,82 %) et Evercore Wealth Management (5,58 %).

William Clay Ford Jr. est président exécutif de la FMC. Son père était le dernier petit-fils survivant d'Henry Ford. Sa mère est Martha Firestone de la Firestone Tire and Rubber Company qui a été vendue à Bridgestone en 1988 pour des milliards de dollars.

La FMC compte 213 000 employés dans 90 usines et installations dans le monde (2008), avec un revenu brut mondial de 156 milliards de dollars (2019) et un actif total de 259 milliards de dollars (2019).

Pour son exercice financier 2018, la FMC a répertorié les données suivantes sur le ratio de rémunération des PDG dans sa circulaire annuelle de sollicitation de procurations à la Commission des valeurs mobilières :

- salaire du PDG de Ford, James P. Hackett, en 2018 = 17 752 835 \$;

- rémunération médiane des employés américains de la compagnie, y compris les employés de bureau, les superviseurs et les cadres en 2018 = 64,316 \$;

- ratio de rémunération du PDG par rapport aux employés = 276 : 1.

La compagnie Ford Motor emploie environ 8 000 personnes au Canada dans une usine d'assemblage de véhicules et deux usines de fabrication de moteurs, deux centres de distribution de pièces, deux sites de recherche et développement et trois centres de connectivité et d'innovation. Environ 18 000 personnes travaillent également chez plus de 400 concessionnaires Ford et Ford-Lincoln à travers le Canada.

Les trois usines Ford au Canada

Le complexe d'assemblage d'Oakville, en Ontario, avec 3 550 employés (avec le passage à la production de véhicules électriques, ce nombre passera à 3 000)

L'usine de moteurs de Windsor, en Ontario, avec 600 employés

L'usine de moteurs d'Essex, Windsor, en Ontario, avec 780 employés.



Les programmes pour payer les riches liés aux véhicules électriques

Le gouvernement fédéral offre depuis plusieurs années des incitatifs pour acheter des véhicules électriques (VÉ). Le programme s'appelle Incitatifs pour des véhicules zéro émission (iVZÉ). Ces incitatifs, qui représentent en moyenne 4 000 dollars par véhicule électrique, sont des subsides directs du gouvernement aux concessionnaires et aux compagnies manufacturières à chaque vente ou location d'un véhicule électrique ou hybride admissible. Le programme, qui vise à réduire le

prix de marché pour l'acheteur, est disponible aux individus et aux entreprises, avec une limite de 10 unités par organisation.

Transport Canada écrit : « Le programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (iVZÉ) fournit des incitatifs aux points de vente pour les véhicules zéro émission admissibles. Pour ce faire, les concessionnaires participants conviennent de réduire le prix de vente ou de location pour les véhicules zéro émission, et de faire une demande auprès du programme iVZÉ pour une subvention au nom de l'acheteur ou du locataire. »

Le gouvernement dit qu'à partir du mois d'août de cette année, plus de 56 000 subsides ont été remis à des compagnies par le biais du programme iVZÉ, pour atteindre un total de plus de 239 millions de dollars. Un grand nombre d'entreprises mondiales de véhicules ont reçu des paiements en vertu du programme.

Jusqu'ici, Tesla inc. a été le plus grand bénéficiaire des subventions du gouvernement fédéral pour les véhicules électriques, empochant plus de 60 millions de dollars. Tesla a joué au plus fin avec les règlements en proposant un modèle de véhicule électrique unique au Canada dont le prix est de 44 999 dollars, le rendant admissible au rabais de 5 000 dollars. Transport Canada écrit que le montant de 5 000 dollars est disponible pour « un véhicule à six passagers ou moins, dont le modèle de base affiche un prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) inférieur à 45 000 dollars ». Le cartel américain Tesla n'a aucune usine de production au Canada. Tous ses véhicules et autres produits sont fabriqués aux États-Unis, en Europe et en Chine.

Les gouvernements du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario ont aussi adopté de tels stratagèmes de payer les riches.

Le programme québécois offre un montant complémentaire à celui du fédéral allant jusqu'à 8 000 dollars à l'achat ou à la location d'un nouveau véhicule électrique. Le programme doit prendre fin à la fin de cette année.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a un programme d'incitatifs « CleanBC Go Electric » géré par la Nouvelle association des concessionnaires automobiles de la Colombie-Britannique. L'incitatif du gouvernement est de l'ordre de 3 000 dollars payables au vendeur sur le prix d'achat d'un nouveau véhicule électrique admissible, d'un véhicule électrique hybride rechargeable et de véhicule à pile à hydrogène. Le subside de la Colombie-Britannique au vendeur peut être combiné avec le programme fédéral iVZÉ et le programme SCRAP-IT de la Colombie-Britannique. Le programme SCRAP-IT ajoute un 6 000 dollars au vendeur lorsqu'un véhicule à essence plus vieux est échangé contre un nouveau véhicule électrique, et 3 000 dollars à l'achat d'un véhicule électrique admissible.

Depuis plusieurs années, jusqu'en septembre 2018, l'Ontario avait un programme semblable pour payer les riches, avec des subsides pouvant aller jusqu'à 14 000 dollars par véhicule. Les concessionnaires qui avaient des VÉ en surplus lorsque le programme a cessé et qui ne pouvaient pas attirer les acheteurs uniquement avec l'incitatif fédéral auraient transféré tous leurs inventaires excédentaires à des concessionnaires du Québec.

L'infrastructure gouvernementale des véhicules électriques

Dans chaque secteur de l'économie socialisée moderne, l'infrastructure en tant que moyen de production pour appuyer le secteur est essentielle. La valeur de cette infrastructure devrait être réalisée par les entreprises du secteur puisqu'elles utilisent et consomment cette infrastructure, mais généralement, ce n'est pas ce qui arrive. Les stratagèmes gouvernementaux pour payer les riches, il en pleut, que ce soit dans la production d'infrastructure ou pendant son utilisation et sa consommation.

Le gouvernement du Canada a fourni plus de 300 millions de dollars pour établir un réseau transcanadien de bornes de recharge rapide de véhicules électriques et de postes de ravitaillement de gaz naturel et d'hydrogène, et il continue de le faire à un rythme de 75 millions de dollars par année. Le gouvernement a aussi fourni la recherche, les essais et le développement de technologies de recharge à la fine pointe. Sans cette infrastructure, les Canadiens n'achèteraient pas de véhicules zéro émission.

Des déductions fiscales pour les entreprises

Selon Transport Canada : « Dans le budget 2019 [du gouvernement Trudeau], le gouvernement a proposé une déduction fiscale pour la valeur complète du prix d'achat de véhicules zéro émission afin de soutenir l'adoption de ce type de véhicules par les entreprises. [...] Si les coûts en capital pour les véhicules de tourisme zéro émission (par ex. les voitures et VUS) dépassent 55 000 \$, la déduction fiscale pour la valeur complète du prix d'achat sera limitée à 55 000 \$ plus les taxes de vente fédérale et provinciale qui auraient été payées si le prix du véhicule avait été de 55 000 \$. » On ne dit pas s'il y a une limite sur le nombre de véhicules pour lesquels une compagnie peut demander une déduction fiscale.

Tous ces programmes font partie de l'économie pour payer les riches en appui au pouvoir, à la richesse et au privilège continus des oligarques financiers. Ces programmes siphonnent la valeur de l'économie et même du pays comme, par exemple, les 60 millions de dollars que le gouvernement fédéral a donné au cartel américain Tesla dans le cadre du stratagème iVZÉ pour payer les riches. La classe ouvrière doit exposer et dénoncer tous ces stratagèmes pour payer les riches et exiger qu'on y mette fin.

Le mouvement « arrêtez de payer les riches » est une composante essentielle du programme de la classe ouvrière pour une nouvelle direction et un nouvel objectif pour l'économie, qui servent le peuple et non les intérêts privés étroits de l'oligarchie financière.

***Arrêtez de payer les riches !
Augmentez le financement des programmes sociaux !***



Alberta

La criminalité de la privatisation des soins de santé

- Barbara Biley -

Le ministre de la Santé de l'Alberta, Tyler Shandro, a annoncé, lors d'une conférence de presse le 13 octobre, que le gouvernement procédait au licenciement de 11000 travailleurs de la santé à la suite de la privatisation de services, y compris les buanderies, les laboratoires, les services alimentaires et les services environnementaux. L'annonce fait partie du mandat de privatisation de la santé que les monopoles ont donné aux gouvernements de détruire toute trace d'une autorité publique qui reconnaît et défend la responsabilité de l'État pour le bien-être de la



population. Cette restructuration place toute la prise de décision et la réglementation entre les mains des intérêts privés qui fournissent des « services » pour un profit, et ce profit est garanti par l'État avec des fonds publics. L'annonce révèle encore une fois la corruption et la criminalité de la privatisation de la santé, parmi les programmes sociaux et fonctions d'État qui sont privatisés.

Par l'octroi de contrats commerciaux, le gouvernement confie les services à des entreprises privées qui établissent des normes sur la réduction des « coûts », notamment les salaires, la qualité et la quantité de biens et services et qui ne sont responsables que devant les actionnaires et non devant le peuple qui est l'autorité publique.

La privatisation détruit également les rapports dans le système de soins de santé et déplace la prise de décision de la ligne de front vers le siège des entreprises, loin des endroits où les soins de santé sont fournis et sans aucune idée des besoins aux premières lignes. Lorsque les services d'entretien ménager sont privatisés, par exemple, le travail du nettoyeur est décidé à partir d'un siège social. En cas d'urgence, comme dans un service d'urgence, un médecin ou une infirmière employé par l'autorité sanitaire ne peut pas demander à un nettoyeur employé par une entreprise privée de quitter une tâche de routine pour désinfecter une zone qui est urgemment nécessaire pour les soins des patients. Une telle demande doit être communiquée au bureau de l'entreprise privée où l'affectation peut ou non être communiquée à un travailleur et certainement pas en temps opportun. C'est l'une des plus grandes plaintes que les travailleurs de la santé ont avec les services privatisés, à savoir qu'ils détruisent l'équipe de soins de santé qui est essentielle aux soins des patients.

Le mantra de tous les partis cartellisés est que peu importe que les soins de santé soient fournis par une entreprise privée ou par une autorité publique, tout ce qui compte c'est qu'ils soient de bonne qualité. Or, c'est précisément la « bonne qualité » des soins de santé qui est sacrifiée pour servir un intérêt privé étroit et éliminer le facteur humain de toute prise de décision.

Lorsque le secteur privé assure l'entretien ménager, les conditions de travail et les salaires des travailleurs sont inférieurs aux normes du système public et la qualité de la formation, de l'équipement et des fournitures est réduite. Une conséquence des bas salaires et des mauvaises conditions de travail est le roulement constant du personnel, ce qui aggrave encore la pénurie de personnel qualifié. Une étude menée par des responsables de la santé publique en Colombie-Britannique sur une écloison de C. difficile qui a coûté la vie à de nombreux patients dans un hôpital a révélé que les normes et la formation médiocres et le roulement constant du personnel étaient un facteur important qui contribue à la difficulté de l'hôpital à maîtriser l'écloison et aux vies perdues.

Les travailleurs savent que c'est le cas de l'entretien ménager privatisé à tous les niveaux et qu'il en va de même pour les autres services sous-traités. La qualité en souffre et l'autorité publique n'a aucun contrôle car celle-ci a été remise à l'opérateur privé.

L'opposition du peuple à la privatisation est si grande et l'annonce de la privatisation des services de santé au milieu d'une pandémie est si flagrante que le ministre de la Santé a dû prétendre que tout cela est fait pour veiller au bien de la population. Le gouvernement Kenney n'a pas seulement reporté la mise en œuvre de certaines mesures sous prétexte de préparation d'« analyses de rentabilisation » pour les services environnementaux et alimentaires en 2022 et 2023. En annonçant les plans du gouvernement de privatiser davantage les services de buanderie et de laboratoire, le ministre de la Santé a mis surtout parlé de l'abolition de postes de cadres, comme si cela rendait le démantèlement de la santé plus acceptable pour les travailleurs - qui à la fois perdent leur emploi et doivent se contenter d'un système restructuré sur lequel ils n'ont aucun contrôle.

Le ministre de la Santé Shandro a déclaré que « la pandémie a tout changé. En conséquence, les Services de Santé de l'Alberta (SSA) ont été avisés de procéder prudemment, en mettant les

soins des patients au-dessus de tout. Dans un premier temps, SSA ont reçu l'ordre d'éliminer au moins 100 postes de direction et de procéder avec la sous-traitance annoncée précédemment. Cette approche nous permettra de trouver le juste équilibre entre le soutien en réponse à la COVID -19 et la situation financière difficile de l'Alberta. »

Le fait est que les plans qui sont actuellement mis en oeuvre sont ceux qui ont toujours été à l'ordre du jour du gouvernement de payer les riches. C'est honteux de la part de Shandro de dire que les soins aux patients sont placés au-dessus de tout. Procéder à ce démantèlement dans la situation actuelle, où le système de santé est affaibli et tous les travailleurs épuisés par des décennies de destruction néolibérale, provoquera un chaos inimaginable et coûtera des vies. Il est clair que le calcul est que les restrictions imposées par la pandémie, avec les lois déjà adoptées pour criminaliser toute personne qui perturbe les « infrastructures critiques », ont créé une situation propice pour procéder à cette vaste restructuration antisociale destructrice qui transformera de manière irréversible le système de soins de santé.



La criminalité de la privatisation des soins de santé est montrée par les souffrances et les décès lors de la première vague de la pandémie dans les établissements de soins de longue durée où les pires situations et les plus hauts taux de décès se sont produits dans les établissements privés pour le profit. C'est dans ce secteur que les effets de la privatisation et de la destruction d'une autorité publique qui prend la responsabilité de fixer et de faire appliquer des normes sont les plus évidents.

Aucune mesure n'a été prise pour corriger la situation car les cas de COVID-19 augmentent. La solution n'est évidemment pas de privatiser davantage et les gouvernements de donner plus d'argent aux opérateurs privés, ce que les gouvernements proposent comme une «

solution », une solution exigée par les opérateurs privés eux-mêmes.

Les travailleurs et les familles ont proposé à maintes reprises des mesures qui changeraient la situation dans les soins de longue durée. Ces mesures sont toutes fondées sur le principe que les besoins des personnes âgées et des travailleurs qui s'occupent d'elles doivent être reconnus et affirmés et qu'il faut mettre fin à tous les stratagèmes pour payer les riches et augmenter les investissements dans ce secteur et dans tous les aspects du système de soins de santé.

Ces plans du gouvernement de Jason Kenney révèlent en outre la nécessité pour les travailleurs et leurs organisations d'assumer cette responsabilité sociale à laquelle le gouvernement Kenney renonce, de dénoncer ces plans et de mobiliser l'opinion publique contre les compressions dans les services de soins de santé et la privatisation en proposant des solutions aux problèmes du système de santé, qui favorisent le peuple et obligent le gouvernement à rendre des comptes.

(Photos : LML)



Élections en Bolivie le 18 octobre

**Opposons-nous à l'ingérence étrangère
dans les élections boliviennes!
Laissez le peuple bolivien décider!**



Piquets le 18 octobre

Non à toute ingérence étrangère dans les élections en Bolivie!

Montréal

13 h à 16 h

Devant le consulat des États-Unis, 1134, rue Sainte-Catherine Ouest
Organisé par le Mouvement québécois pour la paix

Ottawa

14 h 30

Devant l'ambassade des États-Unis, 490, chemin Sussex
Organisé par les Mouvements sociaux ALBA Ottawa

Face aux manifestations massives sans répit du peuple bolivien à la défense de son droit d'élire un président et un gouvernement de son choix, les élections, qui ont été reportées trois fois, vont finalement avoir lieu le 18 octobre. Les reports font partie des efforts des forces du coup d'État appuyé par les États-Unis pour réprimer et attaquer le peuple bolivien qui lutte à la défense de ses droits démocratiques. À cette fin, les forces putschistes ont tenté d'annuler le statut légal du Mouvement pour le socialisme (MAS) et lancé des mandats d'arrestation contre le président Evo Morales et d'autres membres dirigeants du MAS sur la base de fausses accusations de sédition, de terrorisme et d'instigation à des actes criminels. En plus, lors du coup, des maires et d'autres représentants élus au niveau local et affiliés au MAS avaient été expulsés de leur poste et mis en prison.

Mus par l'objectif des États-Unis de dominer la région et par l'ingérence directe de l'Organisation des États américains (OÉA), les groupes paramilitaires ont mis en action les rouages du coup en enlevant et torturant des représentants élus, en incendiant des édifices publics, en saccageant la maison de Morales et en attaquant ses ministres et tenant leurs familles en otage pour forcer des démissions.

Le rôle que joue le Canada pour miner le processus constitutionnel en Bolivie démontre une fois de plus son hypocrisie. Alors qu'il se proclame le plus grand défenseur des droits des peuples autochtones et d'une gouvernance fondée sur des règles, le gouvernement libéral a participé

directement avec les États-Unis et d'autres pays du groupe de Lima dans les activités d'ingérence de l'OÉA pour renverser Evo Morales, le premier dirigeant autochtone ayant été élu président de la Bolivie, où les peuples autochtones constituent 80 % de la population.

C'est un fait que le Canada a financé l'effort de l'OÉA pour discréditer les élections présidentielles boliviennes. Chrystia Freeland, la ministre des Affaires étrangères à l'époque, avait déclaré : « Le Canada salue le travail inestimable accompli par la mission de vérification de l'OÉA pour assurer un processus juste et transparent, un processus que le Canada a soutenu financièrement et par le biais de son expertise. »

C'est un autre exemple des actions du gouvernement libéral qui prétend être un modèle de « démocratie » et de respect d'un « ordre international fondé sur les règles ». En fait, le gouvernement cible des gouvernements indépendants pour les déstabiliser et imposer un changement de régime.

Depuis l'expulsion du président Morales, le régime issu du coup a à nouveau accueilli en Bolivie l'Agence américaine pour l'aide et le développement international, est devenu membre du groupe de Lima anti-vénézuélien et a expulsé 700 médecins cubains, rendant le peuple encore plus vulnérable aux dangers de la pandémie de la COVID-19. En raison de la corruption du gouvernement du coup et de sa politique raciste envers les peuples autochtones de Bolivie, le pays connaît un manque d'équipement sanitaire, de diagnostic et de dépistage. Aujourd'hui, la Bolivie est parmi les pays les plus durement touchés par la pandémie alors que le nombre de décès a augmenté de façon dramatique. Elle est un des cinq pays les plus touchés par les infections et les décès dus à la COVID.

Nous appuyons de tout coeur les efforts du peuple bolivien pour élire un président et un gouvernement de son choix et pour se donner les moyens de continuer à résoudre les problèmes sociaux auxquels il est confronté dont, entre autres, la grave situation sanitaire.



Mouvements sociaux Alba Canada- Chapitre d'Ottawa, a tenu un piquet devant l'ambassade de la Bolivie à Ottawa, le 14 octobre 2020, pour exiger qu'il n'y ait aucune ingérence étrangère dans les élections du 18 octobre 2020. L'organisation a dénoncé le rôle que joue le Canada pour miner le processus constitutionnel en Bolivie. Elle a demandé que le droit du peuple bolivien d'élire le gouvernement et le président de son choix soit respecté. Après le piquet, une lettre a été remise à l'ambassade bolivienne qui appuie pleinement le droit du peuple bolivien de décider de son avenir.

À l'occasion du 75e anniversaire de l'adoption de la Charte de fondation des Nations unies, nous exigeons que le gouvernement canadien respecte ses principes et ses objectifs, dont l'égalité de toutes les nations, grandes et petites, et leur droit de déterminer leurs propres affaires. Le Canada doit défendre les normes établies par le droit international enchâssé dans la Charte qui est toujours chère aux peuples du monde.

Plein appui aux efforts du peuple bolivien pour s'investir du pouvoir !

Non aux tentatives d'écraser la lutte du peuple bolivien pour la démocratie !

Mouvements sociaux ALBA Canada, 14 octobre 2020

(Traduction : Le Marxiste-Léniniste)

Réunion Zoom sur la situation en Bolivie



Le 11 octobre, Mouvements sociaux ALBA Canada a organisé une réunion sur Zoom pour discuter de la situation en Bolivie à la veille des élections générales. Trois présentateurs ont commencé la réunion: Amancay Colque, l'une des fondatrices de la Campagne de solidarité de la Bolivie à Londres, en Angleterre; Katerina Pratt, militante solidaire bolivienne vivant en Angleterre, et Margaret Villamizar, journaliste du *LML* qui écrit notamment sur la politique étrangère du Canada. Une discussion animée a suivi les trois présentations. Pour voir l'enregistrement de la réunion, cliquez [ici](#).

Amitié Canada-Cuba

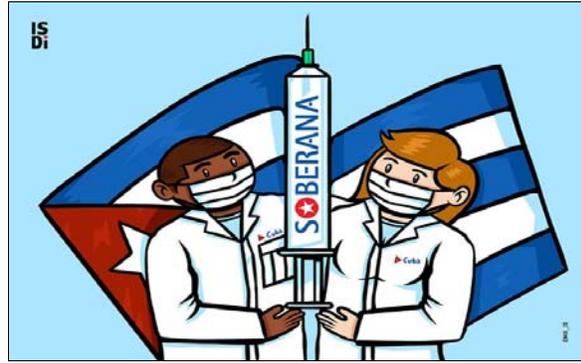
Une collecte de fonds réussie en appui aux efforts de Cuba pour combattre la COVID-19



Des membres de la brigade Henry Reeves se préparent à quitter Cuba pour l'Afrique du Sud, le 25 avril 2020, dans le cadre de leur contribution à la lutte contre la COVID-19.

Le Réseau canadien pour Cuba (RCC) a informé cette semaine de sa campagne réussie en appui à la contribution de Cuba à la Lutte mondiale contre la COVID-19. Le RCC rapporte qu'il a fait parvenir 53 512 dollars à Cuba.

« Il s'agit d'une importante contribution en ces moments d'incertitude tant au niveau national qu'international. C'est une expression de confiance et d'engagement envers la vision cubaine de la santé publique et des efforts internationaux de Cuba dans sa lutte contre la COVID-19 », écrit Keith Ellis, le coordonnateur de la campagne, dans une lettre faisant part de la campagne. Il dit :



« Cuba et deux autres pays, la Russie et la Chine, ont annoncé clairement que les zones où l'humanité est économiquement défavorisée seront comptées parmi les utilisateurs des vaccins contre la COVID-19. Cuba collabore avec ces deux pays dans la production, l'emballage et la distribution de vaccins contre la COVID-19 et, fort probablement, bénéficiera des approvisionnements venant de ces sources. Néanmoins, les Cubains sont à l'oeuvre pour produire leur propre vaccin, sécuritaire et efficace, pour l'humanité et pour eux-mêmes, comme il se doit, appuyés par une longue tradition de recherche.

« Lorsque les rédacteurs de l'Encyclopédie *Britannica* vous disent que Walter Reed était un 'pathologiste et bactériologue de l'armée américaine qui a mené les expériences qui ont confirmé que la fièvre jaune était transmise par une piqûre de moustique', ne les croyez pas, peu importe ce qu'en dit le président Trump qui faisait l'éloge récemment de l'hôpital portant le nom Walter Reed. En réalité, Carlos Finlay, un scientifique cubain, fut le premier à identifier le moustique *Aedes aegypti* comme étant le vecteur de la fièvre jaune, une maladie qui a décimé plusieurs patriotes cubains qui ont participé à la guerre d'indépendance contre l'Espagne. Plusieurs soldats américains qui sont intervenus dans cette guerre alors qu'elle était sur le point d'être gagnée par ces patriotes sont aussi morts de la fièvre jaune.

« L'Institut, nommé avec justesse l'Institut Carlos Finlay, est devenu le centre de recherche de vaccins où une équipe de scientifiques cubains, dirigée par Conception Campa, une vraie héroïne de la science, a inventé le vaccin à méningocoque B qui, dans les années 1980, a stoppé une vague de méningite qui faisait rage et risquait de détruire la vie d'un nombre catastrophique de jeunes Cubains et plusieurs autres. Certains en Amérique du Nord avaient préféré se tourner vers un vaccin venant de la Norvège, un pays partenaire membre de l'OTAN, plutôt que le vaccin cubain sécuritaire et efficace, mais ils ont vite changé d'avis lorsqu'une avalanche de poursuites judiciaires pour dommage corporel s'est abattue sur les fabricants norvégiens.

« Le travail remarquable de la 'Brigade médicale internationale cubaine Henry Reeves spécialisée dans les interventions en cas de désastre et d'importantes épidémies' depuis l'écllosion de la COVID-19 dans le monde est une inspiration pour plusieurs individus et organisations à lancer et appuyer des campagnes pour attribuer le Prix Nobel de la Paix à la Brigade médicale internationale Henry Reeves. Nous appuyons de tout coeur cette campagne pour la reconnaissance qui s'impose à un groupe de fiers porte-étendards de la vision de José Martí pour un sage amalgame de science et de bienveillance.

« Les contributions au fonds anti-COVID-19 sont toujours possibles et nous continuerons, en toute reconnaissance, d'envoyer les fonds recueillis à Cuba, mais n'oublions pas d'en mettre un peu de côté advenant des jours plus difficiles [*une référence à l'aide pour les dommages dus aux ouragans – LML*].

« Merci de tout coeur de votre solidarité et de votre générosité. »

Pour contribuer à la campagne de collecte de fonds, Appuyons la contribution de Cuba à la lutte mondiale contre la COVID-19 : faire les chèques au nom de « CNC », avec la note « COVID-19 », et envoyer à :

c/o Sharon Skup
56 Riverwood Terrace
Bolton ON L7E 1S4

(Photos : J. Hernandez, Y.J. Raig)

Venezuela

Lettre aux peuples du monde

- Nicolas Maduro Moros, président de la République bolivarienne du Venezuela -



Le représentant de l'Assemblée constituante nationale remet la Loi contre le blocus au président Maduro le 9 octobre 2020 après délibérations.

Mes frères et soeurs,

En vous saluant avec affection, je me permets de m'adresser à vous à l'occasion de vous informer des récentes actions du Venezuela pour faire face et surmonter le blocus illégal que le gouvernement des États-Unis impose à mon pays depuis près de vingt ans, et particulièrement au cours des cinq dernières années, entraînant de graves effets sur l'économie vénézuélienne, avec un impact négatif sur le bien-être de la population.

En ce sens, je tiens à vous informer de l'approbation d'un instrument législatif très spécial, baptisé « Loi antiblocus pour le développement national et la garantie des droits du peuple vénézuélien », axé sur la défense du patrimoine, de la souveraineté et de la dignité de notre pays, ainsi que le droit de notre peuple à la paix, au développement et au bien-être.

C'est une réponse juridique nécessaire de l'État vénézuélien, en parfaite harmonie avec le droit

international, qui permettra la création de mécanismes pour améliorer les revenus de la nation et générer des incitations rationnelles et adéquates, sous des contrôles flexibles, pour stimuler l'activité économique interne et la célébration des alliances productives grâce aux investissements étrangers, qui favorisent le développement national.



Une assemblée ouvrière approuve la Loi contre le blocus dans le cadre de vastes consultations populaires.

D'autre part, dans la sphère politique, j'ai l'honneur de réaffirmer que face à l'agression extérieure posée par les mesures coercitives unilatérales des États-Unis contre le Venezuela, notre objectif est, et sera toujours, renforcer et approfondir notre démocratie.

Malgré la pandémie du Covid-19, avancement à bon rythme les préparatifs des élections législatives du 6 décembre, où la population se rendra en masse pour se conformer au mandat constitutionnel d'élire un nouveau parlement national.

À cette élection, dont les conditions ont été convenues avec de larges secteurs de l'opposition démocratique de mon pays, participeront plus de 90 % des organisations politiques enregistrées auprès du Conseil national électoral, pour un total de 107 partis politiques - dont 98 de l'opposition - et plus de 14 000 candidats, qui se disputent les 277 sièges parlementaires.

Le résultat de cette compétition électorale donnera sans aucun doute une plus grande force à notre nation et à notre peuple, qui ont résisté à l'agression étrangère avec dignité et fermeté et, malgré tout, maintiennent leur esprit d'amour et de solidarité.

Chers camarades, une fois que je vous aurai mis à jour sur ces deux éléments de la situation réelle au Venezuela, permettez-moi de partager avec vous quelques informations d'intérêt pour élargir votre champ de connaissances sur le cadre général qui explique la réalité actuelle de mon pays.

Depuis 2014, les États-Unis ont promulgué une loi et sept décrets ou ordres exécutifs, en plus de 300 mesures administratives, qui constituent ensemble une politique sophistiquée d'agression multiforme contre le Venezuela.

En cinq ans, le blocus a réussi à couper le financement au Venezuela, l'empêchant de disposer des devises nécessaires pour acheter de la nourriture, des médicaments, des pièces détachées et des matières premières essentielles à l'activité économique. Au cours de cette période, le Venezuela a connu la plus forte baisse de son revenu extérieur de son histoire, près de 99 %.

Les États-Unis ont décrété une interdiction de la commercialisation des hydrocarbures vénézuéliens, son principal produit d'exportation et de recettes fiscales. Dans ce contexte, depuis le début de la pandémie due au nouveau coronavirus, à plusieurs reprises, les États-Unis se sont

vantés publiquement de donner l'assaut à des navires qui apportent au Venezuela les produits nécessaires à la production d'essence et à l'approvisionnement du marché intérieur des carburants, aggravant encore la situation économique.

Invoquant cette réglementation illégale, les États-Unis ont confisqué de l'argent et des actifs à PDVSA, la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne, dont plusieurs raffineries qui sont sur le sol américain, d'une valeur de plus de 40 milliards de dollars.

Ces instruments juridiques sont le mécanisme d'application d'un blocus cruel contre le peuple vénézuélien, qu'Alfred de Zayas, un expert indépendant des Nations unies sur les Droits humains, décrit sans équivoque comme un « crime contre l'humanité ».

Dans ce sens, dans une enquête du Centre d'études de politique économique des États-Unis sur le blocus du Venezuela, l'économiste américain Jeffrey Sachs, conseiller spécial auprès de l'Organisation des Nations unies sur les objectifs de développement durable, a déterminé que le blocus contre le Venezuela est responsable d'au moins 40 000 morts dans mon pays, dont les sanctions doivent être considérées comme une « punition collective contre le peuple vénézuélien ».

Dans une déclaration officielle surprenante, en janvier 2018, le département d'État américain admet ses intentions illégales :

« La campagne de pression contre le Venezuela fonctionne. Les sanctions financières que nous avons imposées ont contraint le gouvernement à commencer à faire défaut, tant sur la dette souveraine que sur la dette de PDVSA, sa compagnie pétrolière. Et ce que nous sommes en train de voir (...) c'est un effondrement économique total au Venezuela. Donc, notre politique fonctionne, notre stratégie fonctionne et nous y tiendrons ».

C'est la confession d'un crime international, d'un acte de sauvagerie économique, d'un crime contre l'humanité, dans le seul but de nuire à mon pays et au peuple du Venezuela.

L'application illégale de mesures coercitives unilatérales, appelées avec l'euphémisme « sanctions », est une politique maintes fois rejetée par l'Assemblée générale des Nations unies, contraire au droit international et en violation de la Charte des Nations unies.

Pour tout ce qui précède, le 13 février, le Venezuela s'est adressé à la Cour pénale internationale pour dénoncer ceux qui, depuis les États-Unis, ont commis ces crimes odieux contre l'humanité. Je suis convaincu que, tôt ou tard, la justice internationale examinera le Venezuela avec objectivité et verra les dommages gigantesques que les États-Unis ont causés à un peuple pacifique, amoureux et travailleur.

En vous remerciant de l'attention que vous avez portée à la révision du contenu de cette lettre, qui, je l'espère, a été utile pour vous tenir correctement informé de la situation réelle au Venezuela, je saisis cette occasion de vous remercier pour votre solidarité permanente avec Venezuela. Ensemble nous vaincrons !

Cordialement,

Nicolas Maduro Moros

(Caracas, Venezuela, 3 octobre 2020. Source : Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en France. Photos : tweet du président, VTV Canal 8)



Inde

Des millions de personnes protestent contre la dépossession des petits agriculteurs

- J. Singh -



Manifestation d'agriculteurs au Pendjab en septembre 2020

Les agriculteurs de nombreuses régions de l'Inde sont montés aux barricades de la lutte contre la politique du gouvernement central pour les paupériser, les forcer à s'endetter, les expulser de leurs terres, les pousser au suicide et à céder leurs terres aux grandes entreprises. « L'Haryana et le Pendjab sont en ébullition », a rapporté une chaîne d'information. Dans l'Haryana, l'État a déchaîné sa terreur contre les agriculteurs qui manifestaient contre la politique du gouvernement central.

Au Pendjab, les agriculteurs ont arrêté les trains, se sont assis sur les voies et ont organisé des manifestations pour dénoncer leurs conditions misérables en raison de la dette. C'est une politique délibérée de l'élite dirigeante et de leur État de forcer les agriculteurs à quitter leurs terres en augmentant les prix de leurs intrants et en réduisant les prix de leurs produits. Les agriculteurs du Pendjab sont endettés à hauteur de 88 000 crores de roupies (15 844 milliards de dollars canadiens). Il n'y a aucun moyen pour eux de payer cette dette, c'est pourquoi les agriculteurs exigent de chasser l'État central du Pendjab et de reprendre le contrôle de leurs terres, eaux, céréales, forêts et autres ressources. De plus en plus de gens se rendent compte que l'État central est une cause de leur misère. Tous les gouvernements du Pendjab, quel que soit le parti, sont depuis longtemps devenus des outils de l'État central, qui ne sert que des intérêts privés étroits représentés par les Adani, Ambani, Tata, Birla et d'autres. Les agriculteurs s'organisent également pour empêcher les employés de banque d'entrer dans les villages pour livrer des mises en demeure aux agriculteurs. Les jeunes et les étudiants se joignent aux agriculteurs dans leurs luttes pour une vie meilleure. Ils vont de village en village pour discuter des problèmes auxquels font face les agriculteurs.

Les Pendjabis vivant à l'étranger participent également à ces luttes. Par exemple, ils demandent aux agriculteurs qui ont moins de cinq acres de terre et qui n'ont pas remboursé leurs prêts de leur envoyer les renseignements sur leur situation afin qu'ils puissent leur apporter une aide temporaire. Des milliers d'agriculteurs leur ont répondu. Les Pendjabis vivant à l'étranger soulignent également que la solution à long terme ne viendra que lorsqu'ils rejeteront le joug de

l'État central sur le Pendjab et renouvelleront les rapports sociaux. Ils disent également aux agriculteurs des autres États que c'est aussi l'avenir auquel ils seront confrontés s'ils ne renversent pas le pouvoir de l'élite dirigeante et de son État central.

Une fois de plus, la bataille entre Delhi et le Pendjab s'intensifie. Tout comme par le passé, lorsque les agriculteurs et les personnes marginalisées se sont soulevés contre Akbar, Aurangzeb et les Britanniques, les Pendjabis se soulèvent contre les nouveaux Aurangzeb au pouvoir à Delhi depuis 1947.

Les dirigeants nagas qui ont négocié avec le gouvernement Modi insistent sur leur propre drapeau et leur propre constitution. Les Nagas se battent contre l'État colonial depuis 1826, date à laquelle ils ont été occupés par les Britanniques et ils refusent de renoncer à leur souveraineté depuis 1947 également. L'État colonial indien a continué à les bombarder, à brûler leurs villages, leurs temples et à déclencher la terreur d'État depuis 1947. Mais ils ont refusé de se rendre malgré l'occupation militaire et la dure répression.

La session de la mousson du Parlement indien a commencé avec le gouvernement répétant carrément des mensonges sur la pandémie. Il a déclaré qu'il ne disposait d'aucune donnée sur le nombre de travailleurs migrants morts et sur le nombre de médecins également morts en combattant la COVID-19. Il a également déclaré que les millions de jeunes travailleurs sont retournés dans leurs villages en raison de « fausses nouvelles » concernant la quarantaine. Comme d'habitude, ce moulin à parole de l'élite dirigeante ne règlera aucun problème ni aucune préoccupation du peuple. C'est la caractéristique centrale de la démocratie libérale. Dans ce moulin à parole, l'élite dirigeante se querelle et ment au peuple. Le jour de l'ouverture du Parlement, des millions de travailleurs sont descendus dans la rue et ont déclaré le 17 septembre Journée nationale du chômage, tandis que le gouvernement célébrait l'anniversaire du Premier ministre Modi.

Dans de nombreuses régions de l'Inde, un mouvement appelé Gram Sabha Adhikar Jagrukta Abhiyan (Campagne de sensibilisation à l'autonomisation des villages) progresse tranquillement au niveau des villages. Les gens discutent de questions très importantes telles que : quelle est notre vision pour notre village ? Comment pouvons-nous réaliser cela ? Quels sont les obstacles à la réalisation de cette vision ? Des femmes, des hommes et des enfants ordinaires discutent de ces questions importantes et discutent de stratégies, tactiques et mécanismes pour réaliser leur vision. Ce travail est inspirant, car il pose les bases du renouvellement et du nouveau.



**Manifestation contre les lois du gouvernement central sur les exploitations agricoles
le 14 septembre 2020**

(Photos : SAD, S. Sehgar)

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca